



DÉCLARATION

Montreuil, le 18 septembre 2018

**PLÉNIÈRE DU CE FRET
DU 05 SEPTEMBRE 2018**

Monsieur le Président,

En un peu plus d'une année de mandat, les masques de la majorité parlementaire tombent déjà.

Il est maintenant très clair que le projet politique du Gouvernement n'est pas « et de gauche, et de droite », il est une fusion des droites et de l'extrême droite.

La décision honteuse de la France de ne pas accueillir le navire humanitaire « Aquarius » avec 629 réfugiés à son bord en dit long sur l'irrespect des principes de solidarité de la part de la majorité politique de ce pays, qui n'a rien à envier aux partis d'extrême droite qui gangrèment l'Union Européenne.

Cette dictature transpire aussi dans les réformes passées, en cours et à venir.

En effet, après la loi « travail » que nous avons combattue, nous devons faire face à la loi Pacte, laquelle est censée relancer les PME et mieux répartir les richesses créées par le travail, mais qui porte en son sein la privatisation des Aéroports de Paris, de la Française des jeux, d'Engie, pour ne citer que ces entreprises.

La réforme des retraites à venir qui concernera l'ensemble des salariés est une provocation de plus du gouvernement, tant son contenu, qui vise de passer d'un système par répartition à un système par capitalisation, sera lourd de conséquences pour une grande partie des salariés d'aujourd'hui, ainsi que pour les générations futures.

C'est dans ce contexte que nous poursuivrons notre combat pour le développement du service public ferroviaire. Nous devons faire face à une politique de classe au service des puissants qui se traduit par une violence sociale inédite.

Il aura suffi d'une semaine pour montrer que nous avons à la tête de l'État des voleurs, des menteurs, des voyous, dont le seul intérêt est de servir leurs propres intérêts et celui de leurs amis.

Ce scandale d'État, car il faut bien nommer ainsi l'affaire Benalla, permet de montrer à quel point le capital, lorsqu'il a besoin d'augmenter son pouvoir, use et abuse des mêmes méthodes.

Ce n'est peut-être pas si innocent si cette affaire sort au moment même où le projet de réforme de la Constitution devait être en débat à l'Assemblée Nationale.

Ce projet de loi, dont l'objectif consiste à accentuer l'hyper-présidentialisé de la 5ème République, devait être soumis au parlement aux desideratas de l'exécutif.

Baisse de 30% du nombre de parlementaires, faisant ainsi de la France le pays comptant le moins de parlementaires en Europe, restriction du droit à amendement soit en ne l'autorisant qu'en commission, soit en augmentant la possibilité de les considérer comme hors sujet, réduisant de fait le rôle des parlementaires.

Raccourcir le temps d'examen des projets de loi, transformer le CESE en chambre de la société civile en l'amputant également d'un tiers de ses membres....



Ce projet prive le peuple de ce qui a fait les fondamentaux de notre République, rapprochant ainsi nos institutions d'un simple conseil d'administration où l'on siège entre gens bien.

Mais la France n'est pas une entreprise.

Elle ne se gère pas, elle se vit, Notre République est une et indivisible au service du peuple, frappée de sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité », elle donne du sens à tous ceux qui ont le progrès humain au cœur de leur action.

Loin de la chimère de la « start-up nation », nous défendons la vision renouvelée d'un État protecteur et stratège, d'un État qui cesse de reculer sous les coups de boutoir des politiques libérales, qui soit le garant et non le fossoyeur de notre modèle de sécurité sociale – à rebours de ce que vient d'annoncer le Président de la République au parlement.

Nous défendons un État qui assure la renaissance de notre outil industriel, au lieu de se réjouir de brader nos actifs ; qui ne fasse pas seulement semblant de vouloir assurer des revenus décents au monde paysan ; qui œuvre à un aménagement équilibré des territoires, dans lequel les quartiers populaires, les villes moyennes, les territoires périphériques et ruraux mais aussi ultramarins, ne soient pas les oubliés de la République ; qui préserve sa capacité d'agir dans les domaines régaliens, au service des citoyens.

Cette France-là, l'équipe au pouvoir la rejette avec force.

La politique macroniste est une politique antisociale, d'ailleurs en moins d'un an de mandat, sa cote de popularité est en forte baisse, à hauteur de 31%.

Elle consiste à réduire les droits de ceux qui en ont, tout en prétendant en donner à ceux qui n'en ont pas.

Ce modèle de société repose en fait sur une normalisation de la précarité : c'est une politique inefficace et socialement désastreuse, en un mot, une mauvaise politique.

Il en est ainsi ces derniers mois de l'application des ordonnances Macron pour mesurer à quel point le monde du travail est attaqué, à quel point le mépris de classe se met en pratique contre « les gens qui ne sont rien », selon l'expression consacrée.

Derrière les mots froids « réduction de la dépense publique », employés sans arrêt, se dissimulent de lourdes conséquences pour nos concitoyens, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de vie.

C'est au nom de cette politique que nos retraités ont subis la hausse de la CSG, et la cerise sur le

gâteau, c'est la fin de l'indexation des retraites sur l'inflation.

Les retraités devront se contenter de 0,3%, alors que l'inflation est de plus de 2%.

C'est en raison de ces choix qu'il est envisagé de taper dans le porte-monnaie des futurs retraités, par une réforme des pensions de réversion, de leurs bénéficiaires et de leur mode de calcul, qui demeure floue.

La France des villages va souffrir, avec des collectivités territoriales qui doivent maintenant baisser leurs dépenses de fonctionnement, pistolet sur la tempe, et réduire leurs aides à nos villes et nos villages !

La politique environnementale soi-disant menée par ce gouvernement, n'est qu'une façade face aux enjeux environnementaux du 21ème siècle, que ce soit sur l'ensemble des transports routiers tout comme sur le secteur de l'énergie.

En plaçant à la tête du ministère de la transition écologique, le plus médiatique des écologistes français, le gouvernement se donnait une caution environnementale, malheureusement la cible n'est pas atteinte !!

Nous ne pouvons que constater que les actes concrets n'ont pas été à la hauteur des enjeux de ce ministère, dernier exemple en date, le soutien indéfectible de Nicolas Hulot à la réforme ferroviaire qui va aggraver la pollution avec la prolifération du transport routier, tant voyageurs que marchandises.

Comment peut-on mener une politique ultralibérale en pensant l'associer à l'amélioration environnementale ?

Bon vent à lui ! et avec l'arrivée de la girouette De Rugis, on ne peut que craindre que la pollution ira dans le sens du vent !!

Et pourtant, imaginons ces départements et ces villes encore plus abandonnés par l'État qu'ils ne le sont déjà, avec moins de services publics, moins d'écoles, de bureaux de Poste et de centres des impôts, moins de permanences de la CAF – Caisse d'Allocations Familiales –, de la CARSAT – Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail – et de la CPAM – Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Et que dire de ces régions qui perdront ici une ligne TER, là une gare fermée ou vendue, comme la gare du Nord achetée par Auchan ?

L'angle d'attaque du gouvernement aura été la qualité de service de la SNCF.

Revenons quelques instants, sans faire de raccourcis, sur le transformateur de RTE, (distributeur d'électricité pour le compte de la

SNCF) qui avait pris feu et engendré tant de retards au moment des grands chassés croisés des vacances d'été, est symptomatique des effets cachés de la libéralisation à outrance !

Tout comme l'incident encore une fois sur le poste de gestion des circulations du nœud ferroviaire de Miramas qui est tombé en panne, générant d'énormes perturbations des circulations sur les trafics Fret et voyageurs, ou le déraillement du TGV à l'entrée de la gare de Marseille Saint Charles !

On voit ici tous les effets de la politique de casse du service public et celle du risque calculé.

Moins de personnels, donc de visites des installations, en cascade moins d'agents opérationnels capables d'intervenir sur les chantiers et tenter de rétablir la situation.

Les uns investissent les autres, la SNCF somme RTE de la rembourser et d'accélérer les réparations !

Cette SNCF, oublieuse des lois physiques qui transforment le point de contact entre la roue et le rail en un progrès pour toute une société, n'est pas celle voulue par les cheminots.

Cette SNCF négligeant les femmes et les hommes qui la composent, n'est pas notre modèle de solidarité du collectif de travail.

La preuve en est avec le recours à l'emploi d'intérimaires de plus en plus important au Fret, avec des contrats allant de 1 mois à 18 mois, avec des missions sur des métiers d'opérateur production Fret, ainsi que des postes à responsabilités comme assistant commercial ou gestionnaire de parc.

Sans revenir sur le bilan social qui est à l'ordre du jour, pour autant nous pouvons constater que la durée moyenne des contrats temporaires a été quasiment multipliée par 5 en l'espace de 2 ans, contrairement à la discussion de l'entreprise sur les contrats précaires comme un tremplin d'embauche à la SNCF, nous ne pouvons que constater qu'il n'en a probablement quasiment rien !

La direction a donc présenté son projet d'entreprise dans les trois conseils.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, une suite de mots issus de la novlangue managériale mais qui in fine conduisent à un découpage de l'entreprise, l'augmentation de la sous-traitance, la suppression de la grille des salaires, fin du déroulement de carrière, abaissement des qualifications, polyvalence....

Il est vrai que le bilan ne plaide pas en faveur des choix stratégiques et politiques de nos premiers dirigeants.

La logique voudrait que nos responsables, dans ces situations, se remettent en cause, ainsi que leur choix politiques, en se retournant vers les cheminots et leurs représentants des organisations syndicales pour construire d'autres choix.

Il en est d'autres, fiers dans leurs erreurs, qui préfèrent dénoncer les cheminots, leurs droits et les accuser de ne pas être compétitifs et performants.

Pour autant, la loi promulguée permettra-t-elle à la SNCF de mieux fonctionner ? Non !

La nouvelle loi sur le dialogue social, qui va rentrer en vigueur pour le 1er janvier 2009, va aggraver encore un peu plus le dialogue social qui est déjà mis à mal dans l'entreprise avec la mise en place des CSE, et la fin des IRP de proximité.

Non, puisque les dysfonctionnements sont le prétexte à alimenter une cabale à l'encontre des cheminots pour faire passer un projet uniquement idéologique et politicien.

Dans une conception dite libérale de la société, cette loi fera plus d'inégalités dans l'aménagement du territoire.